

Groupe Hospitalier Henri Mondor

1,rue Gustave Eiffel

94000 CRETEIL

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C. C. T. P.)

***CONTRAT DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE DETECTION ET DE MISE EN SECURITE INCENDIE
DU SITE GEORGES CLEMENCEAU
HMN25T02SERV***

CCTP complété des annexes :

- 1 - Inventaire des équipements pris en charge (Pages 21 à 23).
- 2 - Actions de maintenance préventive (Pages 24 - 25).
- 3 – Plan de masse du site Clemenceau (Page 26)

19/12/2024

SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	1
1.1 OBJET DU MARCHE	1
1.2 DEFINITION DES PRESTATIONS	1
1.2.1 Maintenance préventive systématique - Maintenance réglementaire	2
1.2.2 Maintenance préventive conditionnelle	2
1.2.3 Maintenance corrective	2
1.2.4 Garantie de continuité de service	2
1.2.5 Essais et contrôles	3
1.3 AUTRES PRESTATIONS.....	4
1.3.1 Documentation.....	4
1.3.2 Assistance, formation.....	5
1.3.3 Mise à disposition de main d'oeuvre.....	5
1.4 CARACTERISTIQUES DES APPAREILS ET EQUIPEMENTS A ENTRETENIR	5
1.5 LIMITES DES INTERVENTIONS	5
2. MODALITES D'EXECUTION.....	6
2.1 GENERALITES	6
2.2 VISITES SYSTEMATIQUES DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	7
2.2.1 Dates et heures	7
2.2.2 Information du Responsable avant visite	7
2.2.3 Temps maximum d'indisponibilité.....	7
2.2.4 Document de visite.....	7
2.2.5 Propositions d'intervention.....	7
2.3 MAINTENANCE PREVENTIVE CONDITIONNELLE - MAINTENANCE CORRECTIVE.....	8
2.3.1 Programme d'exécution	8
2.3.2 Initiative des interventions - Accord du Responsable du marché	8
2.3.3 Compte-rendu d'intervention	8
2.3.4 Délai de réponse	8
2.4 DUREE DES INTERVENTIONS	9
2.5 FOURNITURES, CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES ET STOCK.....	9
2.5.1 Provenance	9
2.5.2 Récupération.....	10
2.5.3 Consommables.....	10
2.5.4 Constitution du stock	10
2.5.5 Stockage de produits dangereux	11
2.6 COMPTES-RENDUS - REGISTRE DES DEPANNAGES – REGISTRES DE SECURITE – DOSSIERS D'IDENTITE SSI	11
2.6.1 Comptes-rendus spécifiques	11
2.6.2 Comptes-rendus périodiques de maintenance	11
2.6.3 Registre des dépannages.....	12
2.6.3 Registres de sécurité	12
2.6.4 Dossier d'identité SSI	12
3. CONDITIONS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON.....	12
3.1 PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATERIEL OU DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE.....	12
3.2 CONDITIONS D'EXECUTION	13
3.3 PREVENTION DES RISQUES - MODALITES D'INTERVENTION	13
3.4 SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS	14
3.4.1 Règlements.....	14
3.4.2 Horaires de fonctionnement.....	14
3.4.3 Accès.....	14

3.4.4 Sécurité des usagers	14
3.4.5 Dispositifs de protection	15
3.5 COORDINATION DES INTERVENTIONS	15
3.6 DOCUMENTATION TECHNIQUE	15
3.7 ACCES - CONSIGNES	15
3.8 LOCAUX ET MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE.....	16
3.9 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE.....	16
3.10 OUTILLAGE.....	17
3.11 APPAREILS DE MESURES	17
3.12 NETTOYAGE	17
3.13 REMISE EN FIN DE MARCHE.....	17
4. OPERATIONS DE VERIFICATION.....	18
4.1 CONDITIONS A GARANTIR	18
4.2 MODIFICATIONS ET INTERVENTIONS	18
4.4 CONTROLE DES RESULTATS.....	19
4.5 ADMISSION	19
5. PRESTATIONS NON CONFORMES.....	20
6. ANNEXE 1 - INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS PRIS EN CHARGE.....	21
7. ANNEXE 2 - ACTIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	24
8. ANNEXE 3 – PLAN DE MASSE DU SITE G. CLEMENCEAU.....	26

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :

- **annexe 1** Inventaire par bâtiment des équipements pris en charge,
- **annexe 2** Actions de maintenance préventive,

concernent les prestations **de MAINTENANCE des INSTALLATIONS DE DETECTION et DE MISE EN SECURITE INCENDIE de l'HOPITAL GEORGES CLEMENCEAU,**
1 rue GEORGES CLEMENCEAU
91750 CHAMPCUEIL

Les prestations s'appliquent à l'ensemble des installations :

- ◆ **systèmes de détection incendie (SDI),**
- ◆ **centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI),**
- ◆ **équipements d'alarme (EA),**

décrites en annexe 1, et dans les limites précisées ci-après dans le présent document.

1.2 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le présent marché est un marché de prestations de service, dites « **entretien complet** » à montant **forfaitaire**.

Les prestations décrites ci-après seront incluses dans le montant forfaitaire :

- les essais et manoeuvres de vérification courante et réglementaires de bon fonctionnement,
- la maintenance préventive, systématique et/ou conditionnelle,
- **l'astreinte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7,**
- la fourniture des consommables (**pièces + produits**),
- la fourniture et la mise en oeuvre des pièces de rechange dans les centrales,
- les démontages et manutentions divers liés aux opérations de maintenance,
- les essais de sécurité,
- l'assistance pour le contrôle et les visites d'inspection,
- l'assistance et la formation du personnel utilisateur de l'Hôpital,
- la constitution et la gestion des stocks de pièces détachées,
- le suivi et la mise à jour des documents de maintenance ,
- la gestion de la maintenance, assistance aux réunions périodiques, établissement et fourniture des rapports et comptes-rendus d'intervention, suivi des garanties,
- le nettoyage des locaux après interventions, des locaux techniques, des armoires et des gaines électriques ainsi que l'enlèvement des gravois,
- le nettoyage des matériels de sécurité notamment les baies ou coffrets, les détecteurs et déclencheurs, les sirènes, ...
- la maintenance corrective, et les dépannages,
- la fourniture et la mise en oeuvre des pièces de rechange, qui seront rémunérées après acceptation de l'Hôpital
- le changement des batteries **tous les 2 ans,**
- le reconditionnement (NF) des détecteurs d'incendie tous les 3 ans,
- l'enlèvement, la neutralisation et destruction des détecteurs ne pouvant être reconditionnés.

Le titulaire doit maintenir en bon état de fonctionnement les installations du Système de sécurité incendie qui lui sont confiées, conformément à la réglementation en vigueur (article MS68).

Les prestations hors forfait

- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des équipements avec les règlements applicables,
- les interventions consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale des équipements, ainsi qu'à celles consécutives à une catastrophe naturelle.

Le présent C.C.T.P. et ses annexes définissent le contenu de chacune des prestations ainsi que les installations prises en charge.

1.2.1 Maintenance préventive systématique - Maintenance réglementaire

Les visites et interventions de maintenance systématique ont pour buts de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Au cours de ces visites, il est procédé aux opérations

- imposées par la réglementation, notamment la réglementation ERP (article MS 58 ERP)
- préconisées par les sociétés d'assurances (APSAD, APSAIRD),
- mentionnées dans le programme des interventions définies par les installateurs et constructeurs, ou les organismes fédératifs (norme NFS 61933)
- à la levée des observations du Bureau de Contrôle.

La nature des prestations et leur périodicité sont définies en **annexe 2** «Actions de maintenance préventive» ; il est précisé que ce document n'a pas un caractère limitatif et que le Titulaire doit en adapter la teneur et les fréquences en fonction des observations faites, et en faire état au Directeur Technique.

1.2.2 Maintenance préventive conditionnelle

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques ou lors de mesures spécifiques et ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

1.2.3 Maintenance corrective

Les interventions qui ressortent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements, et la réparation des pièces usées ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées.

La réparation est une intervention définitive et limitée de maintenance corrective après défaillance.

Le dépannage est une action sur un bien en panne en vue de le remettre en état de fonctionnement, au moins provisoirement; compte tenu de l'objectif, une action de dépannage peut s'accommoder de résultats provisoires et de conditions de réalisation, hors règles de procédures, de coût et de qualité, et dans ce cas sera suivie de la réparation.

1.2.4 Garantie de continuité de service

Le Titulaire est tenu d'intervenir sur les installations par des réparations, remplacement ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou préventifs, des matériels défaillants ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il a en charge.

Les travaux d'entretien, de remplacement, ou de renouvellement nécessaires au maintien des ouvrages, objets du marché en bon état de fonctionnement pendant toute la durée d'exécution du marché sont à la charge du Titulaire.

Les remplacements ou renouvellement s'appliquent aux pièces, composants et sous-ensembles sans limite de montant « entretien complet » à montant forfaitaire, à l'exception des travaux d'investissement, d'équipement, de rénovation, de refonte ou réhabilitation, qui feront l'objet de consultations séparées.

En conséquence, le Titulaire s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le Titulaire tient informé le Responsable Technique de tous les travaux qu'il réalise au titre de la garantie de continuité de service. Toutes les opérations de maintenance feront l'objet d'un enregistrement sur les documents d'entretien, notamment dans le dossier d'identité SSI de l'installation.

Si à l'occasion de travaux de gros entretien, le Titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, il doit au préalable en aviser le Responsable Technique, ce qui permettra à ce dernier d'apprécier l'opportunité et l'intérêt qu'il pourrait y avoir à substituer aux appareils à remplacer des matériels de principe, de fiabilité, d'ergonomie ou de rendement mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation au delà de la date d'expiration dudit marché.

Toutes modifications des installations d'un SSI doivent faire l'objet d'une mise à jour systématique du dossier d'identité et des documents (plans, schémas, notices techniques, système d'exploitation informatique, etc ...).

En tout état de cause, la participation du Titulaire ne pourra être inférieure à la valeur de remplacement, au jour considéré, des matériels d'origine par des matériels similaires.

1.2.5 Essais et contrôles

a) Essais et contrôles réglementaires

Ces essais et contrôle, selon NF S 61 933 Annexe A et en l'absence de la source Normale-Remplacement du matériel visé, se composent essentiellement :

- **Essais trimestriels** : fonction de compartimentage des DAS communs , des coffrets de relaying des ventilateurs de désenfumage , des dispositifs de relaying de mise en sécurité tels que la mise en fonctionnement de l'éclairage , le non stop des ascenseurs , etc... , à partir d'un point de détection ;
- **Essais semestriel** : des C.M.S. I. à partir d'un détecteur d'incendie et d'un déclencheur manuel (DM) par zone de mise en sécurité (ZS) , des exutoires , ouvrants , portes à fermeture automatique ;
- **Essais annuels** : de chaque détecteur incendie et de chaque déclencheur manuel , des clapets , volets et ouvrants , des dispositifs de commande (au sens de la norme NF S 61-938) , examen visuel direct de chaque D.A.S. y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance , de fonctionnement des Equipements d'Alarme ;
- et d'une façon générale, tous les essais liés aux locaux classés ERP et assujettis à cette réglementation

Les frais d'épreuve réglementaires ou d'organismes agréés ne sont pas à la charge du Titulaire.

Toutefois, la mise à disposition de la main d'oeuvre et de l'outillage pour les opérations de contrôle réglementaires incombent au Titulaire, dans le cadre des interventions forfaitaires.

Le Titulaire est tenu, pour ces visites, de mettre à la disposition du Directeur Technique tous les instruments de mesures et le personnel (au moins 2 agents) nécessaires.

Le Titulaire assiste le Responsable Technique ou son représentant au cours de ces essais ou visites, participe à l'analyse des résultats, et s'assure de la remise des rapports.

b) Essais et contrôles à l'initiative du Responsable Technique

Le Chargé de Sécurité informe le Titulaire des essais qu'il compte effectuer, dans le cadre de la sécurité incendie, ou pour une expertise externe du fonctionnement.

Le Titulaire est tenu, pour ces visites, de mettre à la disposition du Directeur Technique tous les instruments de mesures et le personnel (au moins 2 agents) nécessaires.

Il participe à tous les essais ou visites pour améliorer ou contrôler les performances des équipements, en particulier les visites réglementaires et périodiques effectuées par toute société de contrôle agréée ou par les pompiers en accord avec le Directeur Technique :

Il est précisé que durant la durée du contrat, il est prévu un contrôle de chaque SSI de catégorie A effectué par un bureau de contrôle agréé et une visite de prévention de la Commission Communale de sécurité incendie.

Le Titulaire organise les essais de sécurité des installations techniques dont il a la charge.

c) Essais et contrôles internes

Pour lui permettre de réaliser les essais et mesures qu'il doit pratiquer sur les installations, le Titulaire disposera obligatoirement d'un ensemble d'appareils d'essais et de mesure en état de marche correspondant aux équipements et aux objectifs de performances.

Ces appareils devront être présentés au responsable Technique ou à son représentant à chacune de leurs demandes.

Les prestations minimum de maintenance à effectuer au titre du marché forfaitaire sont les suivantes :

- Vérification d'aspect,
- Vérification de l'installation et échange des détecteurs :
 - ⇒ Tableau de signalisation :
 - * Contrôle des sources électriques et de la commutation : Source principale d'alimentation, Source secondaire d'alimentation, Source auxiliaire : par bouton d'essai.
 - * Vérification du fonctionnement du tableau
 - ⇒ Essais des boucles de détecteurs :
 - * 100 % des détecteurs doivent être testés annuellement
 - * Sur chaque boucle, effectuer sur au moins 30% des détecteurs un essai d'alarme et de réarmement détecteur par détecteur.
 - * Successivement sur chaque boucle, provoquer des dérangements types
- Essais à l'aide des foyers de contrôle d'efficacité (F.C.E.)
Non compris dans le contrat de maintenance, mais pouvant faire la demande écrite de la personne publique.
- Vérification des automatismes :
 - ⇒ Contrôle des commandes des automatismes
 - ⇒ Contrôle du fonctionnement des organes commandés
 - ⇒ Contrôle et remise en état des organes commandés

1.3 AUTRES PRESTATIONS

1.3.1 Documentation

La documentation à disposition du Titulaire comprend notamment

- le dossier d'identité SSI de chacun des appareils,
- les plans,
- les documentations,
- les rapports de contrôle,
- l'historique des dysfonctionnements,

Le chargé de sécurité incendie en assure la tenue, son rangement et sa mise à jour.

Le titulaire tient à jour le dossier d'identité SSI, et notamment les caractéristiques techniques des appareils et les rapports d'examen et essais, ainsi que les rapports d'éventuels incidents.

1.3.2 Assistance, formation

Le Titulaire devra assurer une fois par an une formation nécessaire à l'exploitation des SSI, notamment les consignes en cas de défaut, et les précautions d'installation et d'environnement. Elles auront lieu lors des premières visites de maintenance préventive systématique.

L'attestation correspondante avec émargement nominatif devra être envoyée par mail au Responsable Technique.

1.3.3 Mise à disposition de main d'oeuvre

Le Titulaire met à la disposition du Responsable Technique la main d'oeuvre nécessaire :

- aux essais de sécurité,
- à l'assistance pour le contrôle et les visites d'inspection,
- les exercices, essais, etc... demandés par le Responsable Technique.

1.4 CARACTERISTIQUES DES APPAREILS ET EQUIPEMENTS A ENTREtenir

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement, sont mentionnés à titre indicatif dans l'annexe 1 « Inventaire des équipements pris en charge » :

- Système de détection incendie (SDI), système de mise en sécurité incendie (SMSI), Equipements d'Alarme (EA), alimentation électrique de sécurité (AES), ... pour les bâtiments de l'hôpital,

1.5 LIMITES DES INTERVENTIONS

Sont incluses dans le contrat l'ensemble des installations définies ci-avant.

Les prestations s'appliquent à l'ensemble des équipements depuis les livraisons du lot électricité, jusque :

- aux dispositifs de commande et de signalisation des équipements asservis (ces derniers inclus : déclencheurs manuels, détecteurs automatiques, indicateurs d'action, etc.)
- au système de détection et de mise en sécurité (ces derniers inclus : ventouses, clapets, volets, portes, etc.,)
- aux unités de gestion (ces derniers inclus) des signalisations, alarmes, commandes (PC, imprimantes) etc.
- aux borniers de raccordement (ces derniers inclus) des programmeurs ou reports de commande.

Les équipements et prestations suivants ne sont pas à la charge du Titulaire:

- les installations en amont des livraisons du lot courants forts,
- les installations de secours électrique,
- la conduite et la surveillance de routine des installations, c'est-à-dire la mise en route et l'arrêt des équipements, la vérification quotidienne de bon fonctionnement, qui sont assurés par les services techniques de l'hôpital,
- l'entretien du gros-oeuvre des locaux qui lui sont confiés,

- les fournitures d'électricité, ainsi que, à titre exceptionnel, les consommations téléphoniques locales.
- la fourniture des piles ou accumulateurs non stationnaires.

2. MODALITES D'EXECUTION

2.1 GENERALITES

Les prestations sont exécutées selon les modalités précisées.

Le but du présent contrat est d'apporter une qualité de service du meilleur niveau, requise par l'exigence fonctionnelle de l'établissement. C'est pourquoi, il sera exigé une obligation de moyens, quant à l'entretien des installations, et une obligation de résultats lors des essais annuels obligatoires et réglementaires (§ 4.3.).

Les moyens décrits ne sont pas limitatifs, en particulier pour ce qui concerne l'entretien préventif et la gestion du personnel.

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans un établissement recevant du public, de type U, en fonctionnement continu. Il devra prendre connaissance des plans de prévention du site.

Les prestations sont exécutées conformément aux normes et règlements en vigueur (APSAD, APSAIDR, NF, CCH, DTU, Code du travail, etc.)

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des consignes générales et particulières d'exploitation de l'hôpital et ne pourra en aucun cas présenter de réclamation pour la méconnaissance ou l'ignorance des contraintes en découlant pour son activité.

Le Titulaire du marché doit former le personnel placé sous son autorité les diverses consignes générales de sécurité et particulières de l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise.

Au titre de la gestion de la maintenance, le Titulaire doit l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaires à l'organisation générale des opérations de maintenance des installations techniques, définies dans le présent lot.

Un rapport ou tableau de bord sera établi par le Titulaire, (en liaison avec la GMAO le cas échéant), mis à jour par ses soins, et présenté chaque année au Directeur Technique ou sur simple demande de sa part.

Ce rapport rend compte :

- des interventions programmées, libellé, date, heure et durée,
- des interventions correctrices,
- des délais de réponse,
- des statistiques de fonctionnement des appareils : temps de fonctionnement cumulés, entre pannes ou interventions, temps moyen d'interventions, type de pannes avec leurs fréquences et leurs causes, ...
- des propositions d'optimisation s'il y a lieu.

Un calendrier semestriel des interventions est établi par le Titulaire en accord avec le Responsable Technique et le Chargé de sécurité incendie, et préparé en début d'exécution du marché ; il est recalé au minimum chaque année.

Le Titulaire soumet au Responsable Technique et/ou au Chargé de sécurité incendie les modifications qu'il préconise d'apporter au calendrier, assorties des justificatifs nécessaires. Après accord, il établit un nouveau programme dont la mise en application est immédiate.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du contrat.

2.2 VISITES SYSTEMATIQUES DE MAINTENANCE PREVENTIVE

2.2.1 Dates et heures

L'entretien préventif des installations est normalement effectué, sauf interdiction motivée du Responsable Technique pendant les jours et aux heures ouvrées, à savoir du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00.

Compte tenu des périodicités minimales d'intervention, définies notamment par les documents de maintenance, le calendrier mis à jour par le Titulaire, les dates et heures exactes des visites sont fixées d'un commun accord avec le Responsable Technique et/ou le Chargé de sécurité incendie.

Si l'une des parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre 48 (quarante-huit) heures au moins avant la date prévue.

Sauf accord express du Responsable Technique, aucune visite systématique ne peut être effectuée en même temps qu'un dépannage ou une réparation.

2.2.2 Information du Responsable avant visite

Le personnel chargé de la visite se présente au Responsable Technique dès son arrivée dans l'établissement et l'informe du programme des interventions de la journée. En cas d'absence du Responsable Technique, le personnel du Titulaire doit en informer le Chargé de Sécurité Incendie.

2.2.3 Temps maximum d'indisponibilité

Les visites systématiques de maintenance préventive doivent être prévues de façon à limiter au minimum les temps d'indisponibilité des équipements.

Si ce temps d'indisponibilité est supérieur à **12 heures**, le Titulaire demande l'accord du Responsable Technique, dans un délai lui permettant de prendre des mesures de sauvegarde; l'accord du Responsable Technique n'équivaut en aucun cas à une décharge de responsabilité du Titulaire.

2.2.4 Document de visite

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du Titulaire mentionne sur les documents d'entretien l'essentiel de la visite effectuée, et fait valider son intervention sur son calendrier.

Il atteste que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées et signale celles effectuées à son initiative en mentionnant les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

En fin d'intervention, il remet un rapport précisant l'objet, la durée, et sur lequel il porte ses observations telles que : anomalies constatées, travaux effectués, usure de certains organes, risque de détérioration, etc. et les suites qu'il convient de leur donner.

2.2.5 Propositions d'intervention

A la suite de la visite de maintenance préventive systématique sous 15 jours, le Titulaire formule ses propositions d'interventions (liste de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'immobilisation, etc.) pour celles qui ne sont pas de l'initiative ou de la compétence de son personnel d'intervention, et propose le devis correspondant.

Comme indiqué au paragraphe 2.3.2, le Responsable Technique ou son représentant décide de la mise en exécution de ces propositions, dans le cadre du présent marché, ou procède à une consultation pour les interventions ne faisant pas partie du marché.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Il avertit le Responsable Technique de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

2.3 MAINTENANCE PREVENTIVE CONDITIONNELLE - MAINTENANCE CORRECTIVE

2.3.1 Programme d'exécution

Le Titulaire établira un programme d'exécution qui sera soumis pour observation au Responsable Technique, l'acceptation du Responsable Technique ne dégageant pas pour autant la responsabilité du Titulaire qui reste pleine et entière.

S'il y a impossibilité d'exécuter certaines prestations sans perturber l'exploitation normale, il en informe sans délai le Responsable Technique ou son représentant et lui propose toutes dispositions lui permettant de réduire la gêne.

2.3.2 Initiative des interventions - Accord du Responsable du marché

a) Interventions faisant l'objet d'une rémunération forfaitaire :

Le Titulaire intervient sur accord ou sur demande du Responsable Technique, compte tenu des stipulations du présent article et du paragraphe 2.3.4.

b) Interventions sur la base de dépenses contrôlées ou en régie d'heures:

Le Titulaire s'engage à intervenir également en cas de dysfonctionnement, à la demande du Responsable Technique, après l'établissement d'un bon de commande

Le bon de commande est établi à partir d'une proposition détaillée du Titulaire, indiquant les temps de main d'oeuvre prévisionnels, la liste des pièces de rechange qui ne sont pas comprises dans le forfait.

Le choix entre remplacement ou réparation d'éléments défectueux est examiné en commun.

Toutefois, dans les cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le Titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent, il en informe le Directeur Technique.

Lorsqu'en cours d'exécution le Titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, il doit demander l'accord du Responsable Technique avant toute modification dans l'exécution des prestations.

2.3.3 Compte-rendu d'intervention

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un compte-rendu, comme précisé à l'article 2.2.4, à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, au Responsable Technique, dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'article 2.2.5.

2.3.4 Délai de réponse

Le délai de réponse pour commencer une intervention de réparation, recherche de la cause de l'incident ou début de la réparation, est l'appel téléphonique du Responsable Technique, ou du Chargé de sécurité incendie ou du permanent désigné.

Chaque appel sera consigné et classé par ordre d'arrivée sur un registre tenu par le Titulaire et précisant :

- la date et l'heure,
- l'auteur de l'appel et son interlocuteur,
- l'objet de la panne (matériel, lieu, phénomène constaté).

Les délais de réponse sont fixés comme suit :

- **immédiat**, pendant les heures de présence programmée du personnel du Titulaire sur le site,
- dans un délai maximal de **4 (quatre) heures** après la réception de l'appel (téléphone, télécopie, ...) en dehors des heures de présence programmées du Titulaire.

Quel que soit le degré d'urgence, le Titulaire doit, lors de sa réponse, et dans les délais définis ci-dessus

- se rendre sur le site,
 - prendre connaissance du dysfonctionnement,
 - procéder aux opérations de dépannage ou réparation,
- à défaut, le titulaire doit :
- o assurer toutes les mesures conservatoires,
 - o définir et mettre en place les mesures de protection,
 - o vérifier que les consignes de sécurité, sont connues de tous les intervenants pendant la poursuite provisoire de l'exploitation.

2.4 DUREE DES INTERVENTIONS

Le "délai de réparation" détermine la durée nécessaire pour achever la réparation. Il débute à la première minute de la présence sur le site et s'achève au moment où l'installation garantie l'ensemble des actions permettant d'assurer ses fonctions.

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible.

Elles sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers ou au fonctionnement normal de l'établissement. En toutes circonstances, le Titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens.

En cas de défauts fugitifs ou d'incidents nécessitant le remplacement ou l'adjonction d'un matériel à long délai d'approvisionnement, le "délai de réparation" est prolongé en concertation avec l'Ingénieur Maintenance; le "délai de réparation" précisé ci-avant s'entend alors comme "délai pour dépannage".

Si le Titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe le Responsable Technique ou son représentant.

Le dépannage est une procédure exceptionnelle qui devra être signalée au Responsable Technique ou son représentant.

La durée maximale d'indisponibilité, de tout ou partie de l'installation, pendant l'intervention du Titulaire, est fixée à 24 (vingt quatre) heures ; lorsque le Titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité va dépasser douze heures, il en informe le Responsable Technique et définit avec lui les moyens de sécurité à mettre en oeuvre pendant cette carence.

Après 12 heures d'indisponibilité, le Responsable Technique peut demander au Titulaire la mise à disposition de matériels de remplacement ou de sous-ensembles pendant la durée de l'indisponibilité.

Cette mise à disposition ne peut pas faire l'objet de la part du Titulaire d'une facturation.

2.5 FOURNITURES, CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES ET STOCK

2.5.1 Provenance

Toute pièce remplacée est neuve sauf accord entre les parties.

Cet accord ne retire en rien la responsabilité de garantie de bon fonctionnement du Titulaire qui reste pleine et entière.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par les composants homologués identiques ou compatibilités techniques, certificat d'associativité

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à la continuité de service sont celles préconisées ou agréées par le constructeur.

L'annexe 1 au présent CCTP « Inventaire des équipements pris en charge » précise les spécifications techniques détaillées des matériels installés.

2.5.2 Récupération

Le Titulaire peut proposer au Responsable Technique, ou ce dernier demander au Titulaire la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Cette décision ne retire en rien la responsabilité de garantie de bon fonctionnement du Titulaire qui reste pleine et entière.

Les pièces non réutilisables sont laissées sur place et, après un délai de 48 (quarante-huit) heures, sont évacuées par le Titulaire sauf décision contraire du Responsable Technique.

Les matériels, objets et approvisionnements, fournis par le Titulaire et non consommés restent sa propriété.

Les matériels, objets et approvisionnements, remis au Titulaire et non consommés sont restitués au Responsable Technique à l'issue du contrat.

De même les pièces de rechange fournies en remplacement d'un élément sous garantie deviennent la propriété du Client, sauf si celles-ci étaient utilisées pour un dépannage.

2.5.3 Consommables

Pour la réalisation des prestations d'entretien courant, le Titulaire doit la fourniture des divers produits consommables, des petites fournitures électriques et électroniques, notamment :

- *ingrédients* : huile, graisse, paraffine, décapant, dégrissant, dégraissant, rubans adhésifs, chiffons,
- *petit matériel électrique* : ampoules, voyants, barrettes de connexion, cosses, fusibles, disjoncteurs, coupe-circuit, contacts auxiliaires, bobines, relais, télé rupteurs, connectique, boutons-poussoirs de tableaux, voyants de signalisation,
- *petit matériel électronique* : C. I., composants courants, diodes,
- visserie, boulonnerie, rivets, cosses, colliers,
- etc...

2.5.4 Constitution du stock

Pour assurer la continuité et la sécurité du service, le Titulaire propose la constitution d'un stock de pièces détachées, établi selon les prescriptions des constructeurs, et en fonction des risques de défaillance et de la criticité des matériels.

Le Titulaire est en conséquence tenu de posséder en permanence un stock, soit sur le site, soit dans ses ateliers toutes les pièces qu'il juge nécessaires pour assurer la maintenance des équipements dont il a la charge, et au moins :

- détecteurs, socles, modules de transmission, indicateurs d'action, boîtiers d'alarme manuels,
- organes de signalisation ou d'asservissement (ventouses, contacts de position, sondes, cannes thermiques, ...)

- etc....

Il ne pourra se prévaloir d'un délai d'approvisionnement pour allonger les délais de réparation fixés en 2.3 et 2.4 ci-avant ou déroger à ses obligations, sauf si le cas de force majeure est invoqué.

Le stock constitué sur le site de l'hôpital est exclusif aux appareils de l'hôpital ; il ne sera pas toléré de magasin d'îlot.

Le Titulaire constitue et gère ce stock sous sa propre responsabilité, tous les frais en découlant étant réputés inclus dans le montant forfaitaire ; il en assure la gestion et propose son renouvellement autant que nécessaire pour remplir ses obligations de continuité de service.

2.5.5 Stockage de produits dangereux

Il est précisé qu'il n'existe aucun local de stockage de produits dangereux dans l'établissement. Le Titulaire ne pourra en aucun cas stocker de tels produits dans l'enceinte de l'établissement autres que ceux nécessaires à sa consommation journalière.

Ces produits seront utilisés dans le cadre de la réglementation des ERP.

2.6 COMPTES-RENDUS - REGISTRE DES DEPANNAGES – REGISTRES DE SECURITE – DOSSIERS D'IDENTITE SSI

2.6.1 Comptes-rendus spécifiques

En cas d'événement grave, le Titulaire doit rédiger sur simple demande du Responsable Technique, dans un délai maximal d'une journée, un rapport détaillé décrivant le désordre constaté, ses causes et les moyens d'y remédier.

Il doit de plus, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement le Responsable Technique et/ou le Chargé de sécurité incendie et/ou le permanent.

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un compte-rendu à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, au Responsable Technique et/ou au Chargé de sécurité incendie.

Chaque compte-rendu comporte au minimum :

- la cause de l'intervention,
- le diagnostic de la panne,
- les actions entreprises,
- le temps passé,
- les pièces remplacées,
- le coût main d'oeuvre et pièces.

Une attention particulière sera apportée au diagnostic de la panne ayant nécessité l'intervention, afin d'éviter le renouvellement d'une panne identique.

A la fin d'une action de dépannage, après remise en route de l'installation, le Titulaire rend compte immédiatement au Responsable Technique ou son représentant.

2.6.2 Comptes-rendus périodiques de maintenance

Le Titulaire établit, après chaque visite, un compte rendu mentionnant pour la période écoulée :

- les heures et dates des visites de maintenance, leur durée exacte,

- les actions effectuées au cours de ces visites,
- le personnel présent dans l'établissement,
- les problèmes et incidents particuliers,
- la liste des documents émis (rapports, courriers, ...) relatifs à la maintenance.

A ce compte rendu, sont joints :

- les rapports de visite et essais réglementaires et leurs commentaires,
- les comptes rendus circonstanciés, en cas d'incident sérieux,
- les devis et factures....
- l'ensemble des bons de travaux.

Le Titulaire diffuse ce compte rendu au Responsable Technique et à l'ensemble des personnes concernées au plus tard quinze jours après la fin de la période considérée.

2.6.3 Registre des dépannages

Ce registre est tenu par le chargé de sécurité incendie et regroupe l'ensemble des installations faisant l'objet du marché et se compose des éléments suivants :

- Faxes ou courriels des demandes de dépannage,
- Comptes rendus des actions dépannages,
- Comptes-rendus des actions de maintenance.

Il atteste que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées et signale, selon les modalités fixées par le Titulaire, celles effectuées à son initiative en mentionnant les dates et heures de début et de fin des interventions.

2.6.3 Registres de sécurité

A chaque visite proramée, le personnel d'intervention du titulaire mentionne sur le registre de sécurité du bâtiment concerné l'essentiel de la visite effectuée, la date, le nom de l'intervenant et appose son visa ou cachet de la société.

2.6.4 Dossier d'identité SSI

Pour chaque SSI de catégorie A, il existe un dossier d'identité SSI.

Après toute modification apportée au système ou à sa programmation, le titulaire devra sa mise à jour.

3. CONDITIONS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

3.1 PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATERIEL OU DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du Client, sous réserve des dispositions figurant au 2.2.5.

Comme indiqué aux 2.2.5 et 2.3.3, si le matériel ou l'équipement n'est plus conforme à la réglementation en vigueur, le Titulaire est tenu de le signaler, et de proposer au Responsable Technique et/ou au Chargé de sécurité incendie les mesures de mise en conformité.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des essais préalables à la mise en service des équipements neufs et des procès-verbaux de réception qui tiennent lieu d'état des lieux initial.

Pour les installations existantes, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début de l'exécution du marché.

Il assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours de contrat et aux levées de réserves effectuées.

Au début du marché, le Titulaire fournit au Responsable Technique un organigramme accompagné d'une note définissant tous les moyens, personnel et matériels, mis en oeuvre ; ce document sera actualisé tout au long de la durée du marché.

3.2 CONDITIONS D'EXECUTION

Pendant la période de garantie, les prestations qui doivent être assurées par le Titulaire du marché de maintenance viennent en complément des garanties fournies par le marché d'installation.

La garantie de parfait achèvement, qui est de 1 an à compter de la date de réception des installations est notifiée au Titulaire.

Le Titulaire prend toute disposition pour informer l'installateur et le Responsable Technique et/ou le Chargé de sécurité incendie des interventions qui doivent être effectuées par l'installateur dans le cadre de sa garantie.

Toutes modifications des conditions d'environnement ou d'exploitation des locaux seront signalées au Titulaire du marché.

3.3 PREVENTION DES RISQUES - MODALITES D'INTERVENTION

Au titre de la législation sur la prévention des risques, notamment le Code du Travail et le décret du 20.02.92, un plan de prévention sur la base d'une trame standard au groupe hospitalier sera établi conjointement par le Client et par le Titulaire avant le début des prestations; ce dossier définit toutes les mesures de prévention mises en place lors d'interventions à risques d'interférences, non seulement vis-à-vis de l'entreprise utilisatrice (EU), mais du Public, visiteurs et malades, et également des autres entreprises extérieures (EE) :

- **accès** en général : horaires, identification des intervenants, zones de sûreté, locaux à risques particuliers d'incendie, ...
- **manutention**, utilisation d'engins de transport, de manutention ou de levage, ...
- délimitation des **zones d'intervention**, balisage et signalisation des zones d'interventions, et des équipements consignés par les interventions, maintien des circulations EU et public, ...
- utilisation de produits, matières, énergie présentant des **dangers** d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, de pollution, ...
- procédures préalables et pendant **consignations**, et avant remise en régime normal, ...
- **travaux à risques**, en hauteur, définition des mesures de protection, ...
- **travaux en milieu ou à accès difficile** : mesures prises pour assurer la protection des personnes et des biens en locaux techniques, moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants, ...

Par le fait d'avoir remis une offre, le titulaire affirme avoir pris connaissance des lieux, des installations, des contraintes et difficultés d'accès, des moyens de prévention intégrés à la construction et du dossier des interventions ultérieures (**DIU**), et du dossier technique amiante (**D.T.A.**) ; en conséquence l'offre du Titulaire tient compte de ces éléments et des moyens individuels complémentaires nécessaires pour effectuer ces interventions en accord avec les préconisations du **DIU**.

Le présent article et l'article suivant ont pour objet de décrire l'environnement de travail ainsi que les principales dispositions que le Titulaire doit respecter.

3.4 SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

3.4.1 Règlements

Le Titulaire doit prendre connaissance du règlement intérieur de l'établissement ainsi que du règlement incendie dès leur publication et en informer tous les personnels du Titulaire qui sont susceptibles d'intervenir dans l'immeuble. Ces personnes doivent respecter les consignes données au personnel de l'immeuble, notamment celles concernant les autorisations d'accès.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

Le Titulaire assiste aux essais de sécurité des installations techniques, et participe aux exercices d'alerte et d'évacuation mis en oeuvre par le Responsable Technique et/ou le Chargé de sécurité incendie.

Il assure le respect des consignes et règlements de sécurité et le maintien en état des matériels de sécurité (signalisation, mise en place des matériels et contrôle des révisions), des règlements d'hygiène, et des consignes données par le Responsable Technique et/ou le Chargé de sécurité incendie.

Le Titulaire doit, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement le Responsable Technique et/ou le Chargé de sécurité incendie.

3.4.2 Horaires de fonctionnement

L'immeuble fonctionne d'une façon générale 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ; les horaires de fonctionnement d'usage des différents services sont précisés en annexe au CCAP.

Ces horaires sont donnés à titre indicatif, étant précisé qu'ils peuvent être modifiés ou étendus en cours d'exécution de marché. Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Les opérations de maintenance préventive systématique ou conditionnelle, à l'exception des dépannages, se déroulent pendant les heures normales de service, sous réserve que ces opérations n'entraînent pas de nuisances susceptibles d'empêcher la tranquillité des malades, l'usage des locaux, ou le travail du personnel.

Dans le cas contraire, il est rappelé que les prestations doivent être exécutées de nuit ou le samedi ou dimanche.

3.4.3 Accès

L'accès de l'établissement étant contrôlé, il est remis au Titulaire contre récépissé, après validation par le Responsable Technique des personnes du Titulaire ayant accès à l'immeuble, des badges et des clés permettant l'accès aux installations dont il assure la maintenance.

Aucun agent du Titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il est démuné de son laissez passer remis par le Responsable Technique.

Le Titulaire s'assure du verrouillage des locaux après intervention et veille à éteindre l'éclairage des locaux y compris techniques et remet les clés au responsable sécurité incendie du site ou au gardien au départ des agents.

3.4.4 Sécurité des usagers

Lorsque la sécurité des usagers peut être mise en défaut, notamment par l'emploi de gaz comprimés ou de matériaux présentant un danger pour le public, il doit obligatoirement avant exécution de tout travail,

être dressé un procès verbal d'ouverture de chantier entre le Titulaire ou toute autre entreprise intervenant pour le Titulaire ou non et le Responsable Technique, avec l'obligation du permis feu pour chaque tâche qui le nécessite (soudure, meulage, ...).

Les permis feu sont établis par le Chargé de Sécurité Incendie pour chaque tâche et chaque jour. Ces travaux doivent être impérativement exécutés en dehors des périodes d'occupation des locaux.

Ces mêmes types de travaux peuvent être exécutés selon les mêmes procédures dans les locaux techniques sans restriction d'occupation des locaux.

Tous les autres travaux d'entretien courant et de maintenance ne présentant pas de risques particuliers, sont exécutés en accord avec le Responsable Technique.

3.4.5 Dispositifs de protection

Des dispositifs de protection sont installés lors des travaux et des opérations de maintenance pour la protection du personnel du Titulaire et des utilisateurs, et afin d'empêcher l'accès des personnes et des véhicules, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'immeuble. Les périmètres de protection sont défendus et les cheminements provisoires parfaitement balisés.

Le Titulaire prend toutes dispositions, en accord avec le Responsable Technique, et fait son affaire des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes pour les interventions extérieures au bâtiment, en voirie en particulier.

Le Titulaire fournit à cet effet le matériel le mieux adapté et le maintient en parfait état de fonctionnement.

Le Titulaire met en place tous les équipements nécessaires pour la sécurité de son personnel.

3.5 COORDINATION DES INTERVENTIONS

Pendant la période de garantie des installations neuves existantes ou à venir, le Titulaire prend toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions, suite à incident au titre de la garantie.

Lorsque le Titulaire fait intervenir une entreprise extérieure sous-traitante, il doit préalablement solliciter l'accord préalable du Directeur Technique, sans que ceci le dégage de sa responsabilité qui reste pleine et entière, et prendre toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention.

3.6 DOCUMENTATION TECHNIQUE

Les dossiers des ouvrages exécutés et en particulier du dossier d'identité du SSI concernant le lot du Titulaire sont tenus à disposition du titulaire.

Cette documentation reste la propriété du Client et n'est utilisée par le Titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent contrat.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG et la législation concernant la propriété industrielle, tous les renseignements, documents ou objets ne peuvent être communiqués, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Elle est mise à jour par le titulaire en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

3.7 ACCES - CONSIGNES

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au contrôle médical, à ses frais, certifiant que l'agent est apte à travailler dans les locaux de l'hôpital, aux vaccinations obligatoires du personnel hospitalier et aux examens radiopulmonaires,...
- aux règles qui seront appliquées au personnel extérieur intervenant dans l'établissement (port de badges,...)
- au règlement intérieur de l'établissement en matière d'hygiène et de sécurité du travail, (accès réglementé de certains locaux, vêtements spéciaux, port de vêtements de travail propres, identifiables, approuvés par le Client, ...).

A chaque intervention sur le site, le Responsable Technique ou son représentant remet au Titulaire un ou plusieurs badges et un jeu de clés permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il assure la maintenance.

A chaque intervention, le Titulaire restitue au Responsable Technique ou son représentant les badges ainsi que les clés.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement toute perte de badge ou de clé au Responsable Technique, qui en ordonnera la reproduction auprès du fournisseur, aux frais du Titulaire, indépendamment de l'application des pénalités forfaitaires mentionnées au chapitre 5 du présent CCTP.

Le Titulaire est responsable de son personnel qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés intervenant dans les bâtiments (établissement recevant du public, code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc ...)

Notamment, les interventions nécessitant la mise en oeuvre ou l'utilisation de feux ou produits dangereux seront déclarés au Chargé de sécurité incendie qui délivrera les autorisations nécessaires.

De même, la traversée ou les interventions en zones sensibles ou à forte occupation (consultations externes, blocs opératoires, réanimation, ...) sont soumises à autorisation du Responsable Technique. Le personnel de l'entreprise est tenu de revêtir, dans les locaux le nécessitant, des vêtements spéciaux, fournis par le Client, en suivant les instructions données par le personnel du service hospitalier.

3.8 LOCAUX ET MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

Hors locaux spécifiques SSI, il n'y a pas de local mis à la disposition du Titulaire sur le site.

Les fournitures suivantes sont mises gratuitement à la disposition du Titulaire :

- électricité,
- air comprimé (industriel),
- à titre exceptionnel, communications téléphoniques locales.

3.9 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Le Titulaire remet au Responsable Technique, au démarrage du contrat, l'organigramme nominatif et fonctionnel de la structure prenant en charge l'hôpital.

Les personnes d'intervention, de permanence, de remplacement et d'astreinte nommément désignées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché doivent être préalablement agréées, elles sont les seules autorisées à intervenir dans l'établissement.

A cet effet le Titulaire propose au Responsable Technique la liste nominative du personnel d'intervention, de remplacement et d'astreinte pour agrément 15 (quinze) jours au moins avant la date de la première intervention.

A cette liste sont joints les extraits n° 3 (trois) du casier judiciaire datant de moins de 1 (un) mois. De nouveaux extraits sont fournis chaque année ainsi qu'à l'occasion de tout changement de personnel.

Ces personnes possèdent les qualifications et spécialisations requises pour l'exécution des tâches - courantes ou exceptionnelles - qui leurs sont confiées.

Le Titulaire assure le remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de même qualification, quelles soient les circonstances.

En outre, le Titulaire s'engage à mettre en place du personnel supplémentaire en entretien, astreinte ou permanence, sur demande du Responsable Technique en cas d'événements exceptionnels justifiant un renforcement des équipes.

Le Responsable Technique ou son représentant avertira dans la mesure du possible le Titulaire avec un préavis de 48 heures.

Le Titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du Responsable Technique. Tout changement de responsable est soumis à l'agrément préalable du Responsable Technique.

Le Responsable Technique se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier, de demander :

- le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie,
- ou bien le renforcement en nombre ou en qualification le personnel du Titulaire, afin de satisfaire aux obligations de résultat fixées par le présent contrat.

3.10 OUTILLAGE

Le Titulaire fait son affaire de tout l'outillage, des moyens de levage et de manutention nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Le Titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment

- l'outillage,
- les équipements de rangement des locaux de maintenance,
- les équipements de manutention,
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages,
- les protections,

La liste des matériels, outillages et produits entreposés dans les bâtiments, sera soumise à l'accord du Responsable Technique ou de son représentant, le Titulaire en demeure le responsable.

3.11 APPAREILS DE MESURES

Le Titulaire fait son affaire des appareils de mesures et de contrôle nécessaires à l'exécution de ses prestations. Ces appareils seront soumis régulièrement à des étalonnages.

3.12 NETTOYAGE

Le Titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux mis à la disposition de ses personnels.

Le Titulaire fait également son affaire du nettoyage, des démontages et remontages rendus nécessaires par son intervention, en tout lieu de l'établissement.

Le nettoyage des locaux techniques abritant les installations dont il a la charge exclusive incombe également au Titulaire.

Le Titulaire est soumis aux conditions générales du C.H.S.C.T. ; les interventions importantes ou génératrices de nuisances pourront faire l'objet de mesures spécifiques, imposées par le Responsable Technique, et en accord avec le C.H.S.C.T. et/ou le CLIN.

3.13 REMISE EN FIN DE MARCHE

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation dont la gestion est visée à l'article 1.3.1.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi en fin de contrat, avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par le Responsable Technique.

Le Titulaire s'engage à fournir les instructions de surveillance et d'entretien de chaque matériel au Responsable Technique.

4. OPERATIONS DE VERIFICATION

4.1 CONDITIONS A GARANTIR

Les conditions à garantir sont de manière générale

- 1) la continuité de fonctionnement,
- 2) les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans les CCTP des marchés de travaux des installations concernées et les dossiers de maintenance,
- 3) la pérennité du matériel.
- 4) les informations déportées (automatismes, alarmes, signalisation...)

Le Titulaire met en oeuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles.

4.2 MODIFICATIONS ET INTERVENTIONS

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le Titulaire met à jour les plans et schémas des installations et transmet au Responsable Technique un exemplaire de ces plans modifiés sous format informatique et sous format papier.

La base de données informatique descriptive et graphique est également modifiée par ses soins le référentiel original écrit ou graphique édité sur support reproductible est aussi actualisé.

Après chaque intervention, le Titulaire doit remplir un compte rendu où sont mentionnées toutes les interventions effectuées avec mention des dates, heures et émargement du personnel du Titulaire.

Ces comptes rendus sont disposés dans un registre des dépannages qui reste entre les mains du Responsable Technique. Ce dernier procédera périodiquement à une vérification de ces documents qui serviront de base, s'il y a lieu à la fixation du montant des pénalités pour indisponibilité.

4.3 VERIFICATION

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les vérifications sont effectuées dans les locaux de l'hôpital.

Une décision du Responsable Technique ou son représentant désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification. Le Responsable Technique peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive,
- l'état de disponibilité des matériels et des fonctions. Lors des essais réglementaires annuels de contrôle de détection incendie, il ne sera toléré aucun incident de fonctionnements.
- l'intégrité des renvois d'informations PC et G T B. Il sera exigé **annuellement le test de 50%** sur l'ensemble des points installés. Le test portera sur :
 - la vérification physique des connexions ("hard"),
 - la vérification de l'intégrité des mesures ("soft"),
 - la vérification de l'étalonnage des informations.

Ce test sera effectué en présence et avec la participation des intervenants concernés (fluides, électricité, ascenseurs, ...) ;

- la qualité du service (temps de réponse, d'intervention, de réparation, ...)
- l'état des installations et des locaux entretenus,
- la qualité des rapports d'intervention,
- la mise-à-jour des documents d'exploitation et de la documentation technique.

Le Titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent C.C.T.P.

4.4 CONTROLE DES RESULTATS

Les résultats à obtenir sont appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du respect des conditions à garantir définies dans le présent C.C.T.P. et ses annexes.

Il est précisé qu'une alarme intempestive est considérée comme un dysfonctionnement.

Si les essais sont prévus par le marché, ils sont à la charge du Titulaire.

Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché (essais à l'aide des foyers de contrôle d'efficacité FCE), et s'ils mettent en évidence une carence du Titulaire, celui-ci en supporte la charge.

En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au Titulaire, le Client prendra leur coût en charge.

4.5 ADMISSION

L'admission des prestations est prononcée sur proposition du Responsable Technique.

A l'issue des opérations de vérification, le Responsable Technique ou son représentant prend une décision expresse :

- d'admission,
- d'ajournement,
- de réfaction,
- ou de rejet.

En cas de non-admission, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement normal.

Le Responsable Technique peut également décider de différer en tout ou partie le règlement ou de le réduire.

5. PRESTATIONS NON CONFORMES

Les prestations non conformes au marché donnent lieu à l'application de pénalités cumulables. Sont dites prestations non conformes :

- a) retard lié aux opérations de maintenance planifiées,
- b) dépassement des délais liés aux opérations de dépannage et ou réparation,
- c) dépassement des temps d'indisponibilité contractuels, non maintien de la continuité de service des installations, ou insuffisance de la fourniture,
- d) dépassement des délais de réponse,
- e) non respect des modalités d'exécution,
- f) non mise à jour ou non remise de document,
- g) perte de clé ou de badge.

Les prestations non conformes donneront lieu à l'application de pénalités forfaitaires, définies dans le C.C.A.P.

Il appartient au Titulaire de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

6. ANNEXE 1 - INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS PRIS EN CHARGE

Description du site :

Le système est composé de 9 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) catégorie A avec Equipement d'Alarme (EA) de type 1, 2 EA de type 2a et 2 EA de type 4.

Les 3 SSI en ERP type U sont reliés à des tableaux répéteurs d'alarme TENn ou RS Rep situés au standard.

Les SSI de type UTI.COM et UTC.COM sont reliés à une Unité d'Aide à la l'Exploitation (UAE) VISION.COM siué au standard et un répéteur Lon.rep dans le bâtiment Corbusier.

Les autres équipements sont reliés au tableau de signalisation du SSI (UTI.COM) du bâtiment Le Corbusier faisant office de relais d'information feu pour le VISION.COM situé au standard.

S. S. I. implanté dans le local SSI du rez-de-chaussée du bâtiment DECHELOTTE
(ERP type U 3ème catégorie) S.D.I. adressable Chubb UTI.Com , C.M.S.I. CMSI.Com (2015)
Nota : les ZC 0.4 et 0.5 (caféteria/salle de spectacle) sont reliées à ce SSI via un coffret déporté CAB L

	Combles	étage 3	étage 2	étage 1	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI optiques Iscan+ O ICC	23	56	56	56	72	35	298
DAI Optiques Iscan O					30		30
DAI Thermique Iscan+ T ICC		1	1	1	1		4
DM MCP5A	2	3	3	3	22	4	37
Modules déportés SAT C Lon PT		8	3	4	3		18
CCF réarmement motorisé	18	5	5	6	8		42
Volet désenfumage		11	7	7	6		31
Ouvrant 2 maintiens magnet.					13		13
PCF 2 Vx DAS Com avec position		1	1	1	4		7
PCF 2 Vx		3	3	3	4	2	15
Ferme-porte asservis		3	3	3	1		10
Moteurs de désenfumage	12						12
Arrêts techniques (NSA, VMC)	2					2	4
Report d'alarme Restreinte Lon. Rep		1	1	1	3		6
Al. générale sélective DAGS		4	4	4	4		16
Alarme sonore d'évacuation avec message					2		2
Alarme sonore d'évacuation ROLP AB	5					5	10

S. S. I. implanté dans le local SSI du rez-de-chaussée du bâtiment MONTAIGNE
(ERP Type U 4ème catégorie) S.D.I. adressable Chubb UTI.Com , C.M.S.I. CMSI.Com (2016)

	Combles	étage 3	étage 2	étage 1	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI optiques Iscan+ O ICC	20	58	52	58	56	35	279
DAI Thermique Iscan+ T ICC		1	2	1	1		5
DM MCP5A		3	3	3	6	1	16
Modules déportés SAT C Lon PT		3	3	4	4		14
CCF réarmemt motorisé		8	7	7	7	3	32
Volet désenfumage		6	7	8	7		28
Ouvrant 1 maintien magnét.			1	3	3		7
PCF 2 Vx DAS Com avec position		1	1	1	2		5
PCF 2 Vx		1	3	3	1	3	11
PCF 1 VI					1		1
Moteurs de désenfumage	5						5
Arrêts techniques (NSA, VMC)		4				8	12
Alarme restreinte Lon.rep		2	2	1	2		7
Al. générale sélective DAGS		4	4	4	5		17
Alarme sonore évac. ROLP AB	2					4	6

S. S. I. implanté dans le local SSI au rez-de-chaussée du Bâtiment GRUMBACH
(ERP Type U 3ème catégorie) S.D.I. adressable UTI.Com + UAD 1000 , C.M.S.I. Activa.Com (2006)

	Combles	étage 3	étage 2	étage 1	rez-de-ch.	sous-sol	2e S/sol	Total
DAI Ionique SO 12	1	88	87	46		37	4	263
DAI Thermique SO 22		1	1	1				3
DAI Optique I.Scan O				37	85			122
DM		11	11	6		11	1	40
DM MCP5A				5	7			12
Interface satellite MD 8V	6	4	5	4	3	1		23
CCF réarmemt motorisé		28	29	25	24	6		112
PCF 2 Vx DAS Com avec position		2	2	2	2			8
PCF 2 Vx		4	4	4	4	2	1	19
PCF 1 VI					3	1		4
Volet de désenfumage		16	16	16	14			62
Moteur de désenfumage	12							12
Arrêts techniques (NSA, VMC)	5							5
Tableau répéteur d'alarme LON Rep		2	2	2	2			8
Alarme générale sélective BZ1L		6	6	6	6			24
Alarme sonore évac.					2	3		5

SSI implanté dans le bureau de la directrice
au rez-de-chaussée du bâtiment PERRAULT
(ERP Type R 5ème catégorie) S.D.I. conventionnel ATSE TEN 5 (2001)

	Combles	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI Ionique SO 13		25	1	26
DM		7	2	9
Alarme restreinte TEN		4		4
Alarme sonore évac.		4	1	5

SSI implanté dans le bureau de la directrice
au rez-de-chaussée du bâtiment FONTAINE
(ERP Type R 5ème catégorie) S.D.I. Conventionnel ATSE TEN 5 (2001)

	Combles	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI Ionique SO 13		13		13
DM		5	1	6
Alarme sonore évac.		3	1	4

Equipement d'alarme type 2a implanté dans la loge
au rez-de-chaussée du bâtiment BEAUVOIR
(ERP Type W 5ème catégorie) S.D.I. conventionnel ATSE TEN 4 (2001)

	Combles	étage 1	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DM		1	2		3
Alarme sonore évac.				1	1
Alarme sonore évac. ME		1	1		2

Equip. d'alarme type 2a implanté dans le bureau du responsable
au rez-de-chaussée du bâtiment GALLIEN
(ERP Type V 5ème catégorie) S.D.I. conventionnel ATSE TEN 4 (2001)

	Combles	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DM		3	1	4
Alarme sonore évac.		2	2	4

**SSI implanté dans la circulation bureaux magasin hôtelier
au rez-de-chaussée du bâtiment BAUSSAN
(Code du travail) S.D.I. conventionnel ATSE TEN 5 (2001)**

	Combles	étage 3	étage 2	étage 1	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI optique C Scan O						6	6
DM		2	2	3	5	2	14
Alarme sonore évac. ME			2	1			3
Alarme sonore évac.		2	1	2	3	2	10

**SSI implanté dans le bureau du responsable
au rez-de-chaussée du bâtiment ESCOFFIER
(ERP Type N 5ème catégorie) S.D.I. adressable CHUBB UTC.COM (2006)**

	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI ionique C-SCAN+I	5		5
DM	14	3	17
Alarme sonore évac.	8	3	11
Alarme sonore évac. ME	2		2

**SSI implanté dans le hall secrétariat Directeur
au rez-de-chaussée du bâtiment ROBERT
(ERP Type W 5ème catégorie) S.D.I. adressable CHUBB UTC.COM (2006)**

	étage 1	rez-de-ch.	sous-sol	Total
DAI ionique C-SCAN+I		7	5	12
DM		10	6	16
Alarme sonore évac.	1	6	5	12

**SSI implanté dans le hall porte 10
au rez-de-chaussée du bâtiment CORBUSIER
(code du travail) S.D.I. adressable CHUBB UTC.COM (2006)**

	Rez-de-ch.	Total
DAI ionique C-SCAN+I	6	6
DM	24	24
Alarme sonore évac.	22	22

**Equip. d'alarme type 4 implanté dans le hall
au rez-de-chaussée du bâtiment LAGRANGE
(ERP type X 5ème cat.) E.A. CHUBB Chorus T4 (2006)**

	Rez-de-ch.	Total
DM	3	3
Alarme sonore évac.	3	3

**Equip. d'alarme type 4 implanté dans le hall
au rez-de-chaussée du bâtiment CHAPPE
(ERP type X 5ème cat.) E.A. CHUBB Chorus T4 (2006)**

	étage	Rez-de-ch.	Sous-sol	Total
DM	1	2	1	4
Alarme sonore évac.	1	1	1	3

7. ANNEXE 2 - ACTIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Ces opérations sont les prestations minimum à assurer pour l'entretien du matériel;

Ce document sera à compléter par le Titulaire, en fonction :

- du type de matériel,
- selon les préconisations constructeurs,
- selon les règles de l'art et recommandations édictées par les groupements professionnels,
- de l'expérience propre du Titulaire,
- de l'impératif de continuité de service et des temps de fonctionnement exigés.

De plus le titulaire devra se reporter notamment :

- à la NF S 61-933, et en particulier à l'annexe A, pour ce qui concerne la périodicité réglementaires des interventions du titulaire,
- à la NF S 61-950 en ce qui concerne le reconditionnement des détecteurs.

Le titulaire s'engage à effectuer à chaque visite les prestations non limitatives suivantes et à consigner les tests effectués sur des fiches d'essais jointes au rapport d'inspection :

Tableau central d'alarmes

- contrôle des alimentations secteur : tensions élémentaires (réglages éventuels des cartes), isolement, continuité du conducteur de protection,
- contrôle des différents circuits (redresseur, régulation, signalisations lumineuse et sonore et écrans) et cartes,
- fonctionnement des écrans,
- contrôle individuel des blocs de zones,
- contrôle de la 3^{ème} source (piles) par action sur bouton poussoir, (remplacement éventuel),
- dépoussiérage des composants électroniques et nettoyage de la baie ou coffret.

Tableau d'asservissement

- contrôle des tensions élémentaires (réglages éventuels des cartes) et des protections,
- contrôle des différents circuits d'alimentation, de régulation, de signalisation,
- contrôle des cartes d'asservissement,
- essai de chaque boucle d'asservissement et des reports d'information,
- vérification de tous les coffrets de relaying et de toutes les interfaces,
- dépoussiérage des composants électroniques et nettoyage de la baie ou coffret.

Alimentation de secours et/ou puissance, batteries

- contrôle de la charge des batteries, nettoyage des cosses,
- mise en fonctionnement en secours pendant 6 heures (en coupant la source principale),
- contrôle des tensions, courants, protections et connexions et du niveau électrolyte (s'il y a lieu),
- remise en fonctionnement marche normale,
- contrôle du fonctionnement du chargeur automatique,
- échange systématique des batteries tous les 4 ans.

Asservissements

- vérification de fonctionnement et remise en état si besoin (courroie, kit complet pressostats moteurs de désenfumage notamment, manchon) des organes d'asservissement des portes coupe-feu (ou de secours), de la VMC (clapets coupe-feu), exutoires et ouvrants asservis, du désenfumage (clapets, volets et moteurs) avec contrôle des lignes et signalisation, étant entendu qu'un défaut de fonctionnement mécanique de volet, clapet ou trappe n'entre pas, pour remise en état, dans le cadre du présent marché ; l'obligation en ce cas de l'entreprise étant limitée à signaler par attachement spécial le défaut mécanique,
- contrôle des circuits de commande d'asservissements,
- contrôle de la bonne transmission des ordres de commandes automatiques et/ou manuelles ainsi que des ordres de mise en service des différents éléments commandés avec ou sans contrôle des circuits de surveillance de lignes et des signalisations des ordres donnés au tableau, retour d'information de coupure de proximité et de coffret de relaying.
- nettoyage des coffrets et dépoussiérage des composants électroniques des modules déportés.

Diffuseur sonore

- contrôle et remise en état de fonctionnement de chaque diffuseur sonore ou d'alarme générale sélective,
- essais de fonctionnement,
- si nécessaire, dépoussiérage et nettoyage du boîtier.

Déclencheur manuel

- vérification et remise en état de fonctionnement de chaque déclencheur,
- essais de fonctionnement et de liaison avec les boucles de détection,
- si nécessaire, dépoussiérage et nettoyage du boîtier.

Coffret de relaying

- contrôle des connexions,
- essais des fonctions du relaying
- dépoussiérage des composants électroniques et mécaniques ,
- dépoussiérage et nettoyage du boîtier.

Détecteur ponctuel adressable ou non

- vérification et remise en état de chaque détecteur,
- état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme,
- essais de chaque détecteur,
- reconditionnement des détecteurs selon norme NF S 61-950 (avec apposition de l'estampille) tous les 3 ans,
- enlèvement, neutralisation et destruction des détecteurs ne pouvant être reconditionnés,
- si nécessaire, dépoussiérage et nettoyage du boîtier.

Indicateur d'action et autre signalisation lumineuse

- vérification et remise en état de chaque indicateur ou de la signalisation lumineuse,
- contrôle du fonctionnement lors de l'alarme du ou des détecteurs correspondants,
- si nécessaire, dépoussiérage et nettoyage du boîtier.

Le Titulaire doit adapter la teneur et les fréquences en fonction des observations faites et en faire état à l'Ingénieur Maintenance. Il est spécifié que les essais grandeur nature des détections et des asservissements seront obligatoirement effectués en présence des représentants du service sécurité de l'hôpital.

8. ANNEXE 3 – PLAN DE MASSE DU SITE G. CLEMENCEAU

